Paru dans *Junge Freiheit*

Sarkozy élu

Pour Ségolène Royal, la pente à remonter était trop forte. Dans un pays où l'ensemble des partis de gauche ne représentent plus que 36 % des voix, la candidate socialiste ne pouvait espérer s'imposer qu'en attirant à elle les voix qui s'étaient portées au premier tour sur François Bayrou, voire sur Jean-Marie Le Pen. Mais le 6 mai, 63 % des lepénistes et 45 % des électeurs de Bayrou lui ont préféré Sarkozy. Victime de l'arithmétique électorale, contrainte au grand écart (elle devait à la fois séduire les centristes et l'extrême gauche), pénalisée par ses propres maladresses face à un candidat toujours sûr de lui-même, mal soutenue par ses proches, la candidate socialiste ne pouvait qu'être battue.

Les électeurs français ont donc finalement préféré le tryptique « masculin » de Nicolas Sarkozy : « travail – autorité – mérite » au tryptique « maternel » de Ségolène Royal : « justice - compassion – respect ».

Le premier résultat est que cette élection présidentielle va entraîner une recomposition du paysage politique. Au parti socialiste, après l'échec de Ségolène Royal, l'heure des règlements de compte a sonné. Or, le PS se trouve à un tournant de son histoire. Les Verts ayant été laminés et le parti communiste ayant pratiquement disparu, une nouvelle stratégie d'« union de la gauche » est devenue impensable. Les socialistes vont donc maintenant s'affronter pour savoir si la « rénovation de la gauche » passe par la recherche de « nouvelles convergences » avec les centristes, ou s'il est encore possible de « refonder » un parti social-démocrate indépendant. François Bayrou, qui a annoncé la création d'un nouveau parti, le Mouvement démocrate, espère évidemment bénéficier de cet « aggiornamento ».

Mais le Front national est lui aussi en crise. Sa défaite du 22 avril résulte du fait que la bourgeoisie a laissé tomber Le Pen. La droite autoritaire, hostile au libéralisme des mœurs mais en revanche favorable au libéralisme économique, a trouvé en Sarkozy le représentant plus jeune et plus crédible d'une « droite décomplexée ». La preuve en est que c'est dans les milieux ouvriers et dans les zones géographiques les plus populaires que Le Pen a le moins perdu de voix.

Qu'attendre de Nicolas Sarkozy ? Et d'abord, quel Sarkozy faut-il croire ? Durant sa campagne électorale, le candidat de l'UMP a fait flèche de tout bois. Mais il a surtout tenu des propos que ni Chirac ni Giscard d'Estaing n'auraient jamais tenus. Profitant de la droitisation du paysage politique, on l'a entendu parler de la France dans des termes d'un lyrisme jusqu'ici réservé à Le Pen. Au soir de son élection, il s'est encore exclamé : « Je vais remettre à l'honneur la nation et l'identité nationale. Je vais rendre aux Français la fierté de la

France ». « J'aime la France comme un être cher, qui m'a tout donné, a-t-il ajouté. Maintenant, c'est à mon tour de rendre à la France ce que la France m'a donné ». C'était presque mot pour mot le discours d'investiture d'Arnold Schwarzenegger au poste de gouverneur de la Californie. Après quoi, Sarkozy est allé dîner sur les Champs-Elysées, où ses amis du « show business » et du « complexe militaro-industriel » français avaient organisé un dîner en son honneur.

Sarkozy est en fait d'abord le candidat du patronat. Sur le plan social, il en tient pour une méritocratie à l'américaine : « travailler plus pour gagner plus », étant entendu que ceux qui n'ont pas pour but essentiel dans la vie de toujours « gagner plus » peuvent être légitimement laissés sur le bord de la route. Aux classes moyennes, victimes à la fois de l'insécurité et de la rapacité du capital mondialisé, il a fait croire qu'il rétablirait l'ordre et lutterait contre l'« assistanat » en favorisant la « flexibilité » du travail. Il annonce en réalité une société plus compétitive, plus dure, où la priorité sera donnée à l'efficacité et à la rentabilité sans considération des coûts sociaux.

Sur le plan de la politique étrangère, Sarkozy dit que « la France est de retour en Europe » et il s'est fermement prononcé contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Mais il a aussi annoncé que le peuple français ne serait pas convié à s'exprimer par référendum sur le projet « simplifié » de Constitution européenne qu'il compte faire adopter par le Parlement. Il rendra bientôt visite à Angela Markel, mais en privé il ne cache pas qu'il n'aime ni les Russes ni les Allemands. Il se dit partisan d'une « Europe politique » autonome, mais il n'a cessé de donner des gages à l'Amérique.

Le 12 septembre 2006, parlant à Washington, Sarkozy appelait à « ouvrir une nouvelle ère dans les relations transatlantiques », à « refonder une alliance » pour « défendre nos valeurs et nos intérêts communs ». « L'Amérique ajoutait-il, est le partenaire évident et naturel de l'Europe […] Il est impensable que l'Europe bâtisse son identité en opposition aux Etats-Unis […] Les liens qui unissent l'Europe aux Etats-Unis sont uniques et irremplaçables ». Au soir du 6 mai 2007, il a déclaré : « Je veux lancer un appel à nos amis américains pour leur dire qu'ils peuvent compter sur notre amitié ». Un nouveau président saluant avec chaleur un autre peuple que celui qui l'a élu, on n'avait encore jamais vu cela. La Maison-Blanche ne s'y est d'ailleurs pas trompé : le premier chef d'Etat à féliciter Sarkozy pour sa victoire a été George W. Bush.

Sarkozy est un homme assoiffé de pouvoir. On le sait dominateur avec les faibles et servile avec les puissants. François Bayrou l'a déjà mis en garde contre la tentation du « pouvoir absolu ». Durant sa campagne, son slogan était : « Ensemble, tout devient possible ». Ses adversaires répondent : avec lui, en effet, tout est possible – c'est bien ce qu'il faut redouter.

Alain de Benoist

(7 mai 2007)